

Édito

**LE BUDGET 2014, UN  
BUDGET DE TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**



MOUNIR SATOURI

Nous entamons ce mois de décembre le marathon budgétaire annuel. Dans les discussions en cours, deux impératifs : ce budget ne peut pas et ne doit pas être un budget d'austérité. Nous ferons en sorte d'augmenter les investissements et les redéployer pour entamer la transition écologique et améliorer le quotidien des Francilien/nes en terme de transport, de logement, de santé...

Dans nos amendements, nous veillons en particulier à ce que des fonds importants soient consacrés à la politique publique « du champ à l'assiette », que nous venons de faire adopter par la majorité régionale.

Par ailleurs, vous le savez, le Pass Navigo à tarif unique reste une priorité pour les écologistes. Si nous attendons encore des financements de l'Etat, nous ne voulons pas d'année 2014 sans nouvelle étape. Deux avancées devront être actées : le gel des tarifs pour les détenteurs de la zone 1-5 et le dézonage de l'ensemble des vacances scolaires.

Suivez-nous en direct pour les discussions budgétaires les 18, 19 et 20 décembre.

**La fin du tout diesel pour les bus franciliens**

C'est acté par le syndicat des transports francilien. Il n'y aura plus de commandes de bus ou autocar tout diesel pour les réseaux RATP ou Optile. D'ici 2025, l'ensemble du parc sera renouvelé : les 9000 véhicules du parc rouleront au GNV ou seront électriques.

**CE MOIS-CI**

- La lutte contre la précarité énergétique, une priorité
- Transports : diminuer la sensation d'insécurité
- Non à l'aide publique pour Villages Nature
- Feu vert aux maisons de naissance

**« Du champ à l'assiette »,  
Pour une alimentation de  
proximité et de qualité  
pour tous**



*Lancement d'une nouvelle politique publique pour augmenter l'offre et l'accès au bio*

**RUBRIQUES**

- Nos élu/es font l'actu !
- Les appels à projet en cours
- En vidéo : Aide au logement des jeunes actifs

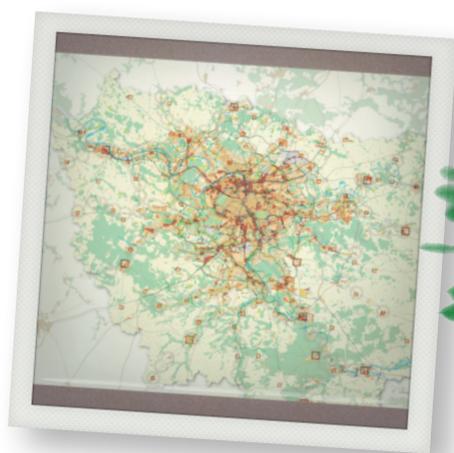
## **P** «DU CHAMP À L'ASSIETTE», UNE POLITIQUE PUBLIQUE POUR UNE MEILLEURE ALIMENTATION

La quasi-totalité de l'alimentation francilienne est importée. Pourtant, la moitié des francilien/s consomme du bio et s'inquiète de la sécurité alimentaire et de la provenance des produits. Augmenter la production alimentaire du territoire, accélérer la conversion en bio et proposer à tou/tes une meilleure alimentation est donc une priorité des écologistes. Ils viennent ainsi de faire adopter une nouvelle politique publique régionale.

Celle-ci : «du champ à l'assiette», met en cohérence les politiques existantes pour structurer les filières agricoles, faciliter l'installation d'agriculteurs ou de maraîchers bio, mettre en place des circuits courts.... Elle propose également de nouveaux dispositifs. Pour permettre aux précaires, aux jeunes d'accéder au bio, pour aider et inciter les acteurs à s'allier afin de décrocher de plus gros marchés, comme ceux de la restauration collective, pour protéger les terres agricoles, mieux former les acteurs...

«Le rôle de la Région en terme de sensibilisation et d'information est également majeur», rappelle Catherine Ribes. L'alimentation sera ainsi la grande cause régionale Santé 2014. La Région organisera des colloques dédiés et financera des initiatives d'information du public.

**L'ensemble du dispositif est en ligne**



**Le saviez-vous ? Un quart des Franciliennes sont atteints de maladies chroniques... L'alimentation est de plus en plus pointée du doigt comme responsable. Proposer à toutes et à tous une alimentation saine est aussi un enjeu sanitaire.**

## **T** TRANSPORTS : DIMINUER LA SENSATION D'INSÉCURITÉ

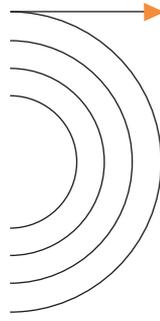
«Ce n'est pas en ajoutant des caméras de surveillance que nous diminuerons la sensation d'insécurité des Francilien/nes dans les transports», martèle Jean Lafont. Le président de la commission sécurité du conseil régional. Pour répondre à ce sentiment, les élu/es écologistes ont poussé à la création d'un comité de suivi et d'évaluation de la politique de prévention et de sécurité dans les transports, avec le syndicat des transports franciliens et les opérateurs. Après une phase d'audit et de visite, les acteurs de ce comité se sont réunis à la Région pour deux table rondes de travail animées par Jean Lafont et Jacques Picard. Les débats ont été lancés par Pierre Serne, Vice-Président Transports et mobilités et Vice-Président du syndicat des transports franciliens. «Ces travaux confirment qu'il est crucial de former des médiateurs. Il a aussi été proposé de créer un observatoire régional de la sécurité», détaille Jean Lafont. Ce comité rendra ses conclusions au conseil régional en début d'année.

**Le chiffre du mois : 2,8 millions**

2,8 millions d'euros, soit un million de plus, c'est le montant alloué en 2014 à l'adaptation de logements au handicap. Cette année, la Région a proposé près de 1400 aides technique et 354 adaptations dans les huit maisons spécialisées de la Région.

## LUTTER CONTRE LA PRECARITE ENERGETIQUE : UNE PRIORITE

Avoir froid chez soi, avoir du mal à boucler les fins de mois... ou les deux. C'est ce que vivent 7% des franciliens. Les deux vice-présidentes, Emmanuelle Cosse en charge du logement et Corinne Rufet pour l'Energie, l'environnement, le climat se sont alliées pour accélérer la lutte contre la précarité énergétique. Une transversalité qui garantit l'efficacité des mesures proposées. Les deux élus écologistes ont ainsi proposé trois volets d'action qui s'inscrivent dans le plan national de rénovation énergétique des bâtiments : accompagner les particuliers sur la décision de rénovation ; aider son financement ; mobiliser les professionnels pour créer de l'emploi et garantir la qualité des travaux. Le partenariat avec la fondation Abbé Pierre, pour produire des logements très sociaux, a également été prolongé.



### Echos de la commission permanente et de la session régionale

- Bases de loisir : préférer la médiation à la vidéosurveillance
- Aménagement : Les élu/es opposés au contrat de développement territorial « Paris-Saclay Sud »



8 millions de français souffrent du froid chez eux. La fondation Abbé Pierre en a fait une campagne choc

• Finance, formation... les élu/es proposent davantage d'aide aux associations environnementales.

## COUP DE GUEULE

### Non à l'aide publique pour Villages Nature

Chaque fois que ce projet Seine & Marnais, présenté par des promoteurs privés a été discuté à la Région, les écologistes s'y sont opposés. Mais la majorité régionale y tient, qui vient de donner son feu vert au financement public de plus de 40 millions d'euros en infrastructures, plus 6 millions pour chauffer à 30°C par géothermie un lagon artificiel...une aberration pour les élu/Es EELV!

## NOS ELU/ES FONT L'ACTU :

- Libération : Emmanuelle Cosse, Vice-présidente Logement, devient secrétaire nationale d'EELV : « dans la majorité, EELV est aussi là pour dire des choses ».
- Metronews, 20minutes.. Pierre Serne détaille les avancements pour le Passe unique
- Le Moniteur : Emmanuelle Cosse et Corinne Rufet accélèrent la rénovation énergétique
- Le journal de l'environnement : Corinne Rufet, Vice-Présidente à l'Agriculture, l'Environnement et l'Energie dévoile le plan francilien de développement de la méthanisation
- Aufeminin.com : Laure Lechatellier détaille les mesures prises contre la précarité des femmes. Dans Le Parisien, la Vice-présidente Santé précise les actions pour aider les femmes victimes de violence. Enfin, pour le Journal de l'environnement, elle rappelle les actions régionales contre les perturbateurs endocriniens.
- France Culture : Bastien François débat sur la possibilité de gouverner contre l'opinion
- Métronews, Les Echos: Les écologistes s'opposent au financement régional de Villages Nature

## COUP DE COEUR

### Feu vert aux maisons de naissance

Le parlement a dit oui! L'expérimentation va pouvoir démarrer pour les maisons de naissance. « Les femmes qui le souhaitent et le peuvent pourront enfin accoucher dans des lieux moins médicalisés, chaleureux et confortables. », se réjouit Julie Nouvion. « La région avait, elle, déjà usé de son droit à l'expérimentation et financé une « salle nature » à la maternité de Port Royal », rappelle Laure Lechatellier, Vice-présidente en charge de l'action sociale.

## Agenda

- 12 décembre : au CESE, colloque de la fondation Abbé Pierre sur l'impact de la précarité énergétique sur la santé
- 12 décembre, Rencontre « Education et territoires », à Bobigny
- 17 décembre : 4ème édition Internet solidaire, Fontenay sous Bois
- 19 décembre : « Terres nourricières, réservoirs d'emploi », colloque organisé par les députés écologistes à l'Assemblée Nationale
- 19 décembre, Obsolescence programmée, l'ère du prêt à jeter, Musée des Arts et Métiers
- 18 au 20 décembre : budget 2014, session régionale
- 17 Janvier, vœux des élu/es régionaux, rue Barbet de Jouy, Paris 75007
- 21 Janvier, manifestation devant le Tribunal de Grande Instance de Versailles, en soutien des militant/es associatifs qui se sont opposé/es à la construction du Vélodrome de St Quentin en Yvelines.

## Appels à projets

- Création d'Emplois tremplins - Jusqu'au 14 janvier
- Etablissements d'hébergement des femmes en difficulté - permanent
- Ecoles de la deuxième chance, soutien aux jeunes sortis du parcours scolaire - permanent
- Soutien à la médiation, prévention, protection - permanent
- Aide au développement des ressourceries et du réemploi - permanent
- Protection de la ressource en eau potable - permanent
- Création d'emplois tremplins dans l'insertion par l'activité économique - permanent
- Aide à l'investissement pour les programmes agriurbains - permanent

## Reportage

### AIDER LES JEUNES ACTIFS A SE LOGER

La Région a différents dispositifs d'aide au logement pour les étudiants, les jeunes mais aussi les jeunes actifs. Chaque année, la Région consacre près de 14 millions d'euros en investissement et réhabilitation de logements.

Chaque mois, nous consacrons un reportage sur des actions de la Région. Ce mois-ci, nous avons rencontré les dirigeants de l'Etape, un groupement de foyer de jeunes travailleurs. Dans le XIe arrondissement de Paris. Le foyer visité accueille 58 jeunes actifs. L'équipe les accueille, les aide à trouver un emploi et un logement permanent. « Nous sommes des facilitateurs, notre rôle est également d'aider des jeunes à prendre leur envol et devenir autonome », relate Valérie Rondin, directrice de ce foyer.

**Le reportage photo, vidéo est en ligne sur notre site**

**Pour nous suivre** (cliquez sur les icônes)



Retrouvez cette infolettre sur  
notre site : <https://elus-idf.eelv.fr>



14 millions d'euros par an sont consacrés  
à l'aide au au logement des jeunes actifs

Pour nous contacter  
[eelv@iledefrance.fr](mailto:eelv@iledefrance.fr)  
01 53 85 69 45